

La mondialisation et l'agriculture

Extrait d'une intervention de Patrick Guiborat dans le cadre d'un atelier au Congrès Européen d'Éthique à Strasbourg (Ed. Emmaüs, CH-1806 St Legier, 2006), complété par un chapitre «Mondialisation et agriculture», par Marie-France Berton.



Contexte de la mondialisation : une société sans limites

La mondialisation, vous en avez certainement entendu parler – les problèmes des délocalisations, la globalisation, les organismes internationaux, les institutions internationales, telles que l'OMC, l'ONU, la Banque Mondiale, le FMI, le Tribunal Pénal International, les traités internationaux, les mines antipersonnelles, le protocole de Kyoto, la protection des baleines, ... – de plus en plus d'ouvrages traitent de ce sujet.

La déclaration de Queretaro, ville du Mexique où un réseau d'organisations humanitaires évangéliques (le réseau MICHÉE) s'est rassemblé en septembre 2003, la définit ainsi : « La mondialisation revêt différentes significations suivant le contexte : d'abord, dans son sens premier, elle fait référence à ces processus sociologiques qui déconnectent les activités humaines de leurs implantations locales et qui les relient au-delà des frontières nationales. C'est la croissance des technologies de l'information et de la communication qui se trouve derrière ce processus.

Deuxièmement, la mondialisation fait référence à l'émergence d'une société civile mondiale à côté du système de l'État-nation, en incluant des acteurs transnationaux de toutes sortes et avec des degrés divers d'influence globale.

Troisièmement, la mondialisation fait référence au système économique global, [...] à un marché unique global dans lequel toutes les barrières au commerce et aux flux financiers disparaîtraient. [...]

La mondialisation, selon les deux premières significations, démontre la vérité biblique selon laquelle nous sommes liés ensemble en une seule famille humaine au travers de dépendances mutuelles. D'autre part, elle met

en relief la nature humaine déçue et notre propension à l'idolâtrie et à la fragmentation. La mondialisation divise autant qu'elle unit. Les nouvelles technologies qui sont au cœur des processus de mondialisation ne sont pas par nature des processus d'exploitation. Elles offrent des occasions sans précédent pour résister à des régimes d'oppression, pour dénoncer l'injustice, pour chasser l'ignorance et éradiquer des maladies.

La mondialisation a aussi le potentiel d'encourager un dialogue véritable entre les cultures. Aucun groupe culturel, religieux ou ethnique, ne peut se couper des autres. Cependant, étant donné les énormes inégalités de pouvoir économique entre les cultures et le contrôle des médias internationaux par une poignée de groupes géants, la tendance est que les images, modèles et pratiques culturelles les plus puissants dominent les moins puissants dans une circulation généralement à sens unique. »

Ce marché unique global auquel il est fait référence est plus réel après la fin du « rideau de fer », la chute du système communiste qui avait développé de son côté toute une pratique à la fois commerciale, idéologique, etc. Donc, il n'y a plus vraiment aujourd'hui d'autre « modèle » que celui d'un marché unique dans lequel le système économique est appelé à se développer.

Amartya Sen, qui a reçu un prix Nobel d'économie, est Indien et habite en Grande-Bretagne, il écrit : « La mondialisation n'est pas un phénomène nouveau, pas plus qu'elle n'est une simple occidentalisation. Pendant des milliers d'années, la mondialisation a progressé du fait des voyages, du commerce, des migrations,

de l'expansion des cultures, de la propagation du savoir et des découvertes. Les influences ont joué dans diverses directions. Aux environs de l'an 1000, l'Europe s'imprégnait de la science et de la technologie chinoises, des mathématiques indiennes et arabes. Il existe un héritage mondial de l'interaction, et la mondialisation actuelle s'inscrit dans cette histoire.

Aujourd'hui, le mouvement s'opère en grande partie depuis l'Occident. »

Il y a dans la mondialisation cette idée de mouvement, du particulier vers le mondial, qui a toujours existé, mais qui, ces dernières décennies, s'est accéléré de manière extrêmement forte et qui n'est certainement pas fini.

C'est aussi un phénomène complexe et

multiple. En France, on parle de décentralisation, de collectivités locales, il y a les régions, il y a les départements, il y a l'Europe à 27, l'euro, le G7, le G8 avec la Russie, l'OCDE... Les mouvements vont dans différentes directions, à la fois pour la mondialisation et pour la décentralisation.

Des critiques contre la mondialisation actuelle

Le développement actuel de la mondialisation est sous-tendu par une philosophie mondiale d'échanges, avec l'existence de ce marché mondial dans lequel il devrait y avoir le moins de restrictions possibles : disparition des barrières, des obstacles douaniers, des barrières tarifaires, avec la libre circulation des biens et des capitaux (la libre circulation des êtres humains soulève d'autres questions), la concurrence sur tout, dans tous les domaines, le rôle de l'État qui doit s'amenuiser de plus en plus, et toutes les questions sur le service public – qu'est-ce qui relève du service public, qu'est-ce qui peut être soumis à la concurrence ou ne pas l'être ? – c'est bien d'actualité en France. Cette approche commerciale, économique, est parfois poussée à ses extrêmes. On parle alors de néolibéralisme pour mettre un terme sur cette logique poussée assez loin. Certains pensent que c'est finalement la solution à tous les problèmes de la pauvreté sur cette terre : plus le commerce peut se développer avec le moins de freins possible, plus la richesse et la consommation peuvent se développer, et plus la pauvreté finira par disparaître d'elle-même de manière naturelle. Cette idéologie peut être appelée « un fondamentalisme de marché ». Effectivement, il est indéniable que l'échange commercial apporte une certaine richesse, mais dire que c'est la solution à tous les problèmes de la pauvreté dans le monde est à mon avis totalement faux, et cela traduit une certaine hypocrisie de la part des pays les plus riches. D'une part, nos pays riches ne se sont pas construits de cette manière, mais au contraire, l'ont fait en mettant des barrières, en faisant beaucoup de protectionnisme, en se développant de manière très cadrée dans un long processus ; d'autre part, ces mêmes pays qui ont

les entreprises les plus riches et qui prônent cette solution, sont pleins d'hypocrisie, puisqu'en demandant à des pays pauvres de ne pas subventionner les biens de première nécessité, ces mêmes pays accordent des subventions pour protéger plusieurs secteurs : le secteur agricole, le secteur aéronautique depuis le 11 septembre, le secteur du coton ou de l'acier, le secteur du textile avec la Chine, etc.

La mondialisation a une grande responsabilité dans l'augmentation de la pauvreté ou en tout cas dans celle de l'écart entre pauvres et riches, que ce soit par l'exploitation de ressources naturelles (achetées de surcroît à un prix extrêmement faible), l'exploitation des personnes que l'on paye très peu, ce qui « profite » au consommateur occidental ; il y a tout un tas de questions sur le commerce international, tout un tas de questions qui touchent au problème de la dette qui induisent par ce système un accroissement de la pauvreté dans le monde. La mondialisation spontanée, sans freins, accroît considérablement les écarts entre riches et pauvres. C'est finalement la loi du plus fort qui prévaut. Cela ne devrait pas nous surprendre en tant que chrétiens : la nature humaine, entachée par le mal, si elle laisse libre cours à l'intérêt et à l'égoïsme, ne peut qu'engendrer finalement plus de dégâts.

Il existe d'autres critiques extrêmement fortes contre la mondialisation actuelle : les applications de certaines politiques, par exemple du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale, justement dans le cadre du rééchelonnement de la dette de certains pays pauvres ont été régulièrement soumises à critique et ont dû être changées plusieurs fois au cours des décennies parce que les dégâts sociaux étaient beaucoup trop dramatiques : le fait par exemple d'enlever les barrières tari-

fares ou de faire qu'il y ait de moins en moins de services publics dans un certain nombre de pays en développement a eu des conséquences brutales pour des millions de personnes.

Est également souvent critiquée la gestion des rapports entre pays riches et pays pauvres dans le cadre de l'OMC, où l'objectif est de faire en sorte qu'il y ait le moins possible de freins au commerce : le problème, c'est que ce sont les pays riches qui ont le pouvoir et les moyens d'envoyer et de payer tout un tas d'experts internationaux juridiques et spécialisés, capables de bien négocier, alors que les pays pauvres n'ont pas autant d'experts ni de connaissances, et ne peuvent donc pas négocier sur un pied d'égalité.

Il y a plusieurs personnes bien placées au sein de ces organismes internationaux qui affirment que, finalement, le seul but de ces grands organismes est de pousser le plus loin possible à la privatisation et à la libéralisation du commerce au lieu d'être au service d'une croissance durable et équitable. C'est cet aspect qu'on pourrait appeler une sorte d'idéologie de fondamentalisme du marché.

Il y a aussi l'existence des zones franches, des zones de libre échange, qui ont été mises en place, dont on ne parle plus beaucoup en ce moment. Ces zones concernaient, il y a quelques années, 27 millions de personnes dans environ 70 pays ; ce sont des zones qui sont en dehors des systèmes de taxation du pays, des zones « hors droit » pourrait-on dire, où quasiment rien de ce qui est produit par les gens du pays ne reste au pays, où les personnes sont sous-payées, et où, si une entreprise rencontre trop de difficultés, elle part tout simplement dans une autre zone franche.

Gestion de la mondialisation

Une mondialisation mieux maîtrisée aurait les moyens de réduire significativement l'extrême pauvreté au lieu d'être un facteur d'accroissement de la pauvreté. C'est là que l'éthique doit intervenir et doit dire que c'est une priorité de mieux maîtriser la mondialisation, pour éviter davantage de pauvreté dans le monde.

La mondialisation actuelle aggrave la pauvreté, elle donne de l'ampleur à l'injustice, et je dirais que, quelque part, elle

donne l'occasion au péché de s'exprimer de manière beaucoup plus mondiale.

Être contre la mondialisation n'a pas beaucoup de sens, ce serait comme être contre la conversation entre les gens... Ce n'est pas la mondialisation en tant que telle qui est mauvaise pour les pauvres, c'est qu'il faudrait la mener de manière à ce que les pauvres en profitent, en surmontant justement les handicaps qui sont liés à leur pauvreté.

Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie

et ancien vice-président et économiste en chef de la Banque Mondiale, a écrit plusieurs ouvrages sur la Banque Mondiale et le FMI et est devenu assez virulent contre la politique de ces grands organismes internationaux. Il résume ainsi la situation : « Le problème n'est pas la mondialisation, c'est la façon dont elle est gérée. L'Occident a organisé sa mise en place de façon à recevoir une part disproportionnée de ses bénéfices ».

Paysans du monde - paysans du Sud : un travail et un rendement inégal

Pendant qu'une partie du globe s'enrichit, une autre partie s'appauvrit au fil des ans.

La malnutrition est loin de reculer et continue ses ravages dévastateurs. Elle tue, chaque année, près de 6 millions d'enfants dans le monde. Accepterions-nous, pays du Nord, que nos enfants meurent de malnutrition ?

La situation de l'agriculture mondiale est tout autant contrastée.

D'un côté, il y a quelques millions d'agriculteurs (30 millions environ) qui pratiquent une agriculture dite « moderne » et améliorent très nettement leur productivité par l'utilisation massive de tracteurs, de semences sélectionnées, de produits chimiques. Ces agriculteurs peuvent cultiver jusqu'à 200 ha chacun et avoir un rendement de 1 000 voire 1 500 tonnes de grains par actif et par an. De l'autre côté, plus loin de nous, en Afrique, en Asie, il y a un milliard de fermiers qui travaillent la terre sans le recours au tracteur, ni même à la culture attelée. Ces paysans disposent seulement d'un outillage manuel sommaire (houe, bêche, machette, etc.) et faute de réaliser des bénéfices, ne peuvent s'offrir ni engrais chimiques, ni semences sélectionnées. Ces paysans sont extrêmement pauvres, sous-équipés, et vivent dans des régions peu favorables : terres peu irriguées, sécheresse, salure,

excès d'eau, etc. Leur productivité ne dépasse pas 1 tonne de grain par travailleur et par an. La situation pourrait encore se compliquer en raison de conflits armés dans le pays ou par le sida qui touche davantage la population active et donc celle qui est en âge de travailler.

Cependant, les paysans du Nord rencontrent également des difficultés. En France, par exemple, il ne reste plus que 650 000 exploitations ce qui représente 3,5 % de la population active. Beaucoup de petites et de moyennes exploitations n'ont pas résisté à la concurrence des grandes exploitations employant peu de personnel, misant sur une mécanisation et une chimisation intensives et sur l'utilisation de semences sélectionnées pour leur résistance et leur rendement. Chaque année, la France perd ainsi 3 % de ses agriculteurs. Certains néanmoins se lancent dans l'agriculture biologique, mais le marché a du mal à se développer.

La situation est-elle meilleure ailleurs ?

Prenons le cas de l'**Inde**, après 40 ans de modernisation agricole. Swaminathan a été à l'origine de la révolution verte et a sauvé l'Inde de la famine. Aujourd'hui âgé de 84 ans, il dresse le bilan dans le journal L'Express du 20 décembre 2004 :

« sa révolution verte a entraîné des excès... L'agriculture industrielle pollue l'environnement et a rendu les paysans esclaves des sociétés agroalimentaires, qui les poussent à la consommation ». De son côté, la physicienne Vandana Shiva, fondatrice de l'ONG indienne Navdanya, ajoute « la pression des OGM, des produits chimiques, du libéralisme défini par l'OMC a conduit 25 000 paysans indiens au suicide en dix ans et cinq millions de personnes quittent chaque année l'agriculture ».

En fait, une dizaine de firmes internationales contrôlent l'essentiel de l'agriculture mondiale : semences, pesticides, engrais, etc. Les prix sont toujours revus à la hausse, les semences ne tiennent pas toujours leurs promesses de productivité, les pesticides n'empêchent pas toujours les chenilles de ravager une récolte de coton. Les semences et les produits de traitement coûtent cher. Des paysans ont parfois accepté de s'endetter pour investir dans les cultures du riz et de coton et sont totalement dépendants des firmes agroalimentaires. Le moindre aléa les enfonce dans la crise et les imprévus en agriculture ne manquent pas : sécheresse, maladie, etc. Pourtant, l'Inde fait aujourd'hui partie, avec la Chine et le Brésil, des trois pays qui ont su tirer parti de la mondialisation. Pour sa croissance, l'Inde, comme

beaucoup d'autres pays d'Asie, a compté sur sa main-d'oeuvre bon marché pour importer des composants, les assembler et les exporter. C'est ainsi que Bharat Forge est devenu le plus grand fabricant indien de pièces détachées de véhicules et contrôle 60 % du marché américain des essieux et 30 % du marché mondial. L'Inde est aussi présente dans le domaine de l'automobile, la pharmacie, les supports informatiques, le ciment, l'acier, l'aluminium, etc., mais les exportations indiennes ne représentent qu'1 % des exportations mondiales. Le décollage de l'Inde a été facilité par l'usage de l'anglais répandu dans le pays et à son réseau ferroviaire implanté dans tout le pays. Le point faible de l'Inde, c'est son agriculture et la pauvreté de ses paysans. Chaque année, la population indienne s'accroît de 20 millions de personnes. L'agriculture telle qu'elle est aujourd'hui, ne suffira pas à couvrir les besoins. L'État impose des taxes agricoles les plus élevées du monde pour protéger ses agriculteurs, sans grand résultat.

La **Chine**, quant à elle, est devenue la sixième puissance économique du monde avec un seul mot d'ordre : les exportations. La Chine est un producteur mondial gigantesque : 85 % des tracteurs, 75 % des horloges et des montres, 70 % des jouets, 60 % de la pénicilline, 55 % des appareils photos, 50 % de la vitamine C, 50 % des ordinateurs portables, 30 % des climatiseurs et 29 % des téléviseurs. Mais les fabricants chinois copient tout sans respecter les dépôts de brevets existants et les marques. Avec les salaires les plus bas du monde et un taux de change favorable, le produit chinois s'exporte bien. Le pays n'en compte pas moins 700 millions de ruraux dont les conditions de vie sont miséreuses. Beaucoup de ces paysans vivent grâce aux envois d'argent des enfants partis travailler en ville. Dans les villes chinoises, les voitures remplacent peu à peu les bicyclettes mais la Chine doit importer sa nourriture.

Le troisième pays à avoir décollé est le **Brésil**. Aujourd'hui, tout comme l'Inde, les exportations du Brésil représentent 1 % des échanges mondiaux. Mais,

contrairement à l'Inde et à la Chine, le Brésil a développé son agriculture. Il est le premier producteur et exportateur mondial de sucre, de café, de jus d'orange, premier exportateur mondial de tabac, de viande bovine et de poulet, et le deuxième exportateur de soja. Le Brésil est le troisième exportateur mondial derrière les États-Unis et l'Union européenne. Il aura fallu seulement quatre années au pays pour multiplier par deux ses exportations. L'Union européenne est son premier client devant les États-Unis, mais le Brésil a aussi comme clients la Chine, l'Inde, la Russie et l'Afrique du Sud. L'idée est, à long terme, de créer un bloc commercial avec plusieurs pays, appelé le Marché commun du Cône Sud « MERCOSUR¹ ». Pourtant quelque 15 % des Brésiliens souffrent de la faim. D'après le journal *Le Monde* – Dossiers et documents n° 145 de septembre 2005 : « La population brésilienne est urbaine à 80 % sous l'influence d'un exode rural non maîtrisé qui grossit chaque jour les bidonvilles où tout manque, hygiène comme nourriture ». Le pays est coupé en deux. « Une moitié des 180 millions de Brésiliens se partagent 13 % du PIB, autant que 1 % des plus riches (1,8 million de personnes). » Comment le Brésil peut-il être un si grand exportateur de produits agricoles tout en affamant sa population ? La réponse est simple : les fermes familiales ont disparu du paysage, alors qu'elles fournissaient l'alimentation de base à la population, au profit de grosses exploitations qui produisent, elles, la canne à sucre et le soja... destinés à l'exportation. Au Brésil, 1 % des plus riches possèdent 45 % des terres exploitées. De nombreux paysans ont été lésés et se sont rassemblés pour former le « Mouvement des sans-terre ». Ils revendiquent la redistribution des terres promises par le président Lula. En dix ans, les réformes agraires dans le pays ont conduit à la fermeture d'un million d'exploitations et à l'exode rural. Depuis son élection en janvier 2003, le président Lula a distribué des terres à 117 555 familles. Son discours parlait de 430 000 parcelles.

La situation est particulièrement critique sur le continent noir. En Afrique subsaharienne, le nombre de pauvres a doublé en vingt ans, passant de 164 à

314 millions alors que l'Afrique était, en 1975, deux fois plus riche que l'Asie en termes de revenu moyen par habitant. Le déficit commercial des pays d'Afrique subsaharienne, inexistant au début des années 80, est passé de 600 millions de dollars en 1990 à 11,5 milliards en 1996, soit presque vingt fois plus en six ans ! Pourtant, ces pays exportent les trois quarts de leur production, mais sur des bases inégales. Ils exportent vers le Nord des matières premières (cacao, café, caoutchouc, pétrole, minerais, coton, sucre, etc.), sans valeur ajoutée et importent des pays riches des produits manufacturés, des technologies à forte valeur ajoutée mais également des céréales de base. Si leur balance extérieure est déficitaire, c'est aussi parce que les prix des matières premières ne cessent de baisser. Depuis 1980, les rentrées de devises liées aux exportations ont ainsi perdu la moitié de leur valeur par rapport aux produits importés. Pour pouvoir équilibrer la balance commerciale, les pays doivent exporter encore davantage. La demande des pays du Nord allant croissant, les paysans du Sud se lancent dans les cultures d'exportation au détriment des cultures vivrières. Le commerce des produits alimentaires s'est multiplié par 12 entre 1950 et 2000. Cinq entités politiques contrôlent les exportations : USA, UE, Australie, Argentine et Canada. Ils déterminent les prix et orientent à la baisse les cours qui viennent des pays pauvres car ils sont leurs seuls clients. Mais à l'avenir, de plus en plus d'échanges se feront du Sud vers d'autres pays du Sud. Selon les chiffres de la Cnuced, 40 % des exportations des pays en développement sont destinées à d'autres pays en développement et ce commerce Sud-Sud est en constante augmentation : 11 % par an contre 4 à 5 % pour l'ensemble du commerce mondial. En général, les meilleures terres sont réservées pour les produits d'exportation et les sols peu fertiles utilisés pour les cultures de subsistance. En principe, ce seront les femmes qui travailleront cette parcelle, espérant en tirer de quoi nourrir la famille. Mais ces femmes ne disposent, faute d'argent, ni des fertilisants, ni des meilleures semences. Le rendement est faible. Cette situation ne peut permettre ni au pays de se développer, ni d'assurer

1. MERCOSUR : fondé en 1991 par l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay et le Paraguay. La Bolivie et le Chili s'y sont associés en 1996.

sa sécurité alimentaire. Ici et là, chaque année, les médias rapportent des situations de crise alimentaire dans la région du Sahel. Il faut retenir que la majorité des personnes souffrant de la faim ne sont pas des consommateurs-acheteurs mais des producteurs-vendeurs de produits agricoles. Les subventions accordées par les pays riches pour défendre leurs agriculteurs font chuter les prix des produits agricoles sur le marché mondial.

La Banque Mondiale estime que « l'élimination des subventions et des différentes entraves au commerce augmenterait de 32 % les échanges agricoles et réduirait de 144 millions le nombre de personnes qui vivent avec deux euros par jour en Afrique subsaharienne ».

Alors que l'impact négatif des subventions agricoles des pays riches sur les pays en développement retient l'attention, l'aide alimentaire a rarement été considérée jusqu'à maintenant comme problématique (sauf lorsqu'elle se prolongeait au-delà de la période de crise). Aujourd'hui, elle devient un sujet de controverse à l'OMC parce qu'elle est utilisée par différents États comme un moyen détourné d'obtenir des subventions à l'exportation pour leurs excédents agricoles.

Depuis toujours, les fonds de l'aide alimentaire ont tendance à augmenter dans les périodes de production excédentaire et à baisser lorsque la production est moindre... Or, les pays pauvres ont de façon générale plus besoin d'aide en période de faible production et de hausse des prix. Mais, même dans ces cas-là, il faut faire très attention à privilégier les achats dans les pays proches et éviter de déséquilibrer les marchés.

L'ONG Oxfam décrit ainsi cette situation perverse : « lorsque le prix des matières premières était élevé au milieu des années 1990, l'aide alimentaire a bénéficié de 4 à 7 % des exportations céréalières des États-Unis, mais lorsque les prix ont chuté, en 1999 et 2000, l'aide alimentaire a augmenté à hauteur de 12 à 20 %. En 2000 par exemple, les cultivateurs de riz guyanais ont connu une crise, parce que leurs exportations commerciales vers la Jamaïque ont été supplantées par l'aide alimentaire américaine, laquelle avait soudainement doublé,

suite à une récolte exceptionnelle aux États-Unis. »

Pourtant l'expédition de produits agricoles vers les pays déficitaires induit des coûts élevés de transport et une augmentation des délais d'acheminement pouvant aller jusqu'à 4 à 5 mois. L'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Économiques) estime cette hausse entre 33 et 50 % de plus que le prix d'achat sur place. Cette exportation des excédents agricoles modifie également les habitudes alimentaires locales et contribue à dévalo-

riser la production locale comme le manioc, le sorgho ou le mil au profit du maïs, du riz ou du blé. Or, la culture de ces derniers n'est pas adaptée au climat et au sol des pays en développement, alors que depuis déjà plusieurs générations les paysans ont pu cultiver du sorgho et du mil.

Les discussions à l'OMC devraient aussi aborder la question de l'aide alimentaire pour qu'elle aille là où elle est vraiment essentielle, c'est-à-dire dans les cas où la nourriture ne se trouve pas dans le pays ou dans les pays limitrophes.

Pistes d'action pour améliorer la situation des paysans dans les pays en développement :

- La suppression des subventions agricoles à l'exportation, au moins pour celles qui concurrencent injustement le travail de millions de paysans pauvres.
- La revalorisation des prix des matières premières et des produits agricoles en général.
- Un meilleur accès aux marchés des pays du Nord.
- La réduction de la dette des pays pauvres qui les oblige à rechercher des devises, et donc notamment à utiliser les meilleures terres pour y cultiver des produits pour l'exportation au détriment des cultures vivrières.
- Le commerce équitable qui assure un revenu plus élevé aux producteurs, un éventuel préfinancement, un engagement dans la durée.
- L'encouragement à une production agricole plus respectueuse de la nature comme l'agriculture bio ou raisonnée au lieu d'une agriculture productiviste dont on connaît les effets néfastes sur l'environnement et qui rend les petits producteurs dépendants des dix plus grandes firmes agroalimentaires.
- Le développement de l'agriculture locale par des techniques agricoles adaptées localement, et l'investissement dans des outils servant à améliorer la productivité. Si la situation des paysans s'améliore, l'exode rural pourra être freiné.
- L'achat local de céréales dans le cas de pénurie alimentaire si la nourriture se trouve dans le pays en quantité suffisante pour pourvoir aux besoins des populations.
- Le soutien financier à divers projets locaux de développement liés à l'agriculture.
- Dans la mesure du possible, orienter sa consommation vers les produits équitables, éthiques ou solidaires.

●●●● Conclusion

La question n'est pas d'être pour ou contre la mondialisation, mais d'intervenir pour qu'elle se construise selon des principes bibliques de justice et de compassion. En paraphrasant Jésus qui parlait du sabbat, on pourrait dire que ce n'est pas l'homme qui est fait pour la mondialisation, mais que la mondialisation doit être faite pour l'homme.

Déclaration du réseau Michée (extrait) : « Nous reconnaissons l'importance du marché pour une économie saine, mais nous rejetons la tendance qui donnerait au marché un statut

suprême, donnant aux biens de consommation le pouvoir de définir notre identité, et abandonnant le sort des pauvres aux seules forces du marché. Nous nommons cela de l'idolâtrie. Bien que la mondialisation contribue à la création de sociétés plus ouvertes, l'effet final est une exclusion massive des pauvres. Peut-être la tâche sociale la plus urgente de l'Église pour notre génération est-elle de proposer une alternative attirante aux déséquilibres injustes de notre ordre économique mondial, et aux valeurs de sa culture de consommation ».

● Michée 6.8 :

● « On t'a fait connaître, ô homme,
● ce que l'Éternel demande de toi :
● c'est que tu pratiques la justice,
● que tu aimes la miséricorde,
● que tu marches humblement
● avec ton Dieu »

¹ MERCOSUR : Fondé en 1991 par l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay et le Paraguay. La Bolivie, le Chili et le Pérou y sont associés. En Décembre 2005, le Venezuela devrait rejoindre le bloc et l'adhésion du Mexique est en examen.

² OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Économiques